

Une guerre avec l'Iran se profile-t-elle à l'horizon?

11 mars 2019 Par Bob Dreyfuss pour TomDispatch.com

<https://consortiumnews.com/2019/03/11/is-war-with-iran-on-the-horizon/>

Bob Dreyfuss, journaliste d'investigation et habitué de TomDispatch, est le fondateur de TheDreyfussReport.com. Il est collaborateur à la rédaction de The Nation, et il a écrit pour Rolling Stone, Mother Jones, The American Prospect, The New Republic et de nombreux autres magazines. Il est l'auteur de Devil's Game : How the United States Helped Unleash Fundamentalist Islam. [Le jeu du diable : comment les États-Unis ont contribué à déchaîner l'islam fondamentaliste NdT]

En dépit des tensions croissantes entre l'administration Trump et le Venezuela et même avec la Corée du Nord, selon Bob Dreyfuss pour TomDispatch, l'Iran est le théâtre de guerre le plus probable pour une prochaine offensive de Washington.

L'administration Trump est suffisamment irresponsable pour transformer la guerre froide avec l'Iran en une guerre à chaud.



Rouhani: "Mère de toutes les guerres." (Kremlin photo)

En ce qui concerne la politique étrangère, voici la question en 2019 : le président Donald Trump, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le prince héritier Mohammed bin Salman, tous sérieusement affaiblis sur leur théâtre interne et n'ayant que quelques alliés étrangers sont-ils assez irresponsables pour déclencher une guerre avec l'Iran ?

Des actions militaires conçues pour être restreintes - disons par exemple, un renforcement des bombardements israéliens sur les forces iraniennes à l'intérieur de la Syrie, ou d'éventuelles attaques transfrontalières américaines depuis l'Irak, ou encore un affrontement entre des navires de guerre

américains et iraniens dans le golfe Persique - peuvent-elles déclencher une guerre plus généralisée ?

De façon inquiétante, les réponses sont : oui et oui. Même si l'Europe Occidentale s'oppose à tout éventuel conflit avec l'Iran, même si la Russie et la Chine s'y opposeraient, même si la plupart des experts en politique étrangère de Washington seraient consternés par le déclenchement d'une telle guerre, cela pourrait arriver.

Malgré les tensions croissantes entre l'administration Trump et le Venezuela et même avec la Corée du Nord, l'Iran est le théâtre de guerre le plus probable pour une prochaine offensive de Washington. Des années de crispations politiques virulentes hostiles à l'Iran pourraient exploser aux nez du président Trump et de ses deux assistants les plus bellicistes, le secrétaire d'État Mike Pompeo et le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, déclenchant un conflit aux retentissements potentiellement catastrophiques.

Une telle guerre risquerait de rapidement s'étendre à une majeure partie du Moyen-Orient, et pas seulement à l'Arabie saoudite et à Israël, les deux principales puissances anti-Iranniennes de la région, mais aussi à l'Irak, à la Syrie, au Liban, au Yémen et aux divers États du golfe Persique. Comme le président iranien Hassan Rouhani l'a suggéré l'année dernière (faisant inconsciemment écho à l'ancien ennemi de l'Iran, le dirigeant irakien Saddam Hussein), Il se pourrait en effet, que cela déclenche la " mère de toutes les guerres ".

Avec Bolton et Pompeo, deux Iranophobes bien connus, aux commandes, il n'existe que peu de modérations éventuelles sur le Président Trump quand il s'agit de ce pays. Le chef d'état-major de la Maison-Blanche John Kelly, le conseiller à la sécurité nationale H.R. McMaster et le secrétaire à la Défense Jim Mattis, les anciens généraux préférés du président Trump qui avaient exhorté à la prudence, ne sont plus là. Et bien que le Comité national démocrate ait adopté le mois dernier une résolution appelant les États-Unis à revenir à l'accord nucléaire signé par le président Obama, un nombre important de démocrates du Congrès estiment encore que l'Iran représente une menace majeure pour les intérêts américains dans la région.

Pendant les années Obama, il était de rigueur pour les démocrates de soutenir la conviction du président sur le fait que l'Iran était l'un des principaux commanditaires du terrorisme et devait être traité en conséquence. Et les représentants démocrates du Congrès qui décident de la politique étrangère du parti - Eliot Engel, qui préside actuellement la commission des affaires étrangères de la Chambre, ainsi que Bob Menendez et Ben Cardin, les deux démocrates de haut rang de la commission des affaires étrangères du Sénat - étaient opposés à l'accord nucléaire de 2015 (bien que tous trois prétendent maintenant avoir changé d'avis).

Points névralgiques mortels pour une éventuelle guerre .

La politique étrangère de Donald Trump ressemble à des montagnes russes pour lesquelles il est difficile de faire la distinction entre ce qui est réel et ce qui ne l'est pas, ce qui est rhétorique et ce qui ne l'est pas. En ce qui concerne l'Iran, il est légitime de présumer que Trump, Bolton et Pompeo ne sont pas en train de préparer une version actualisée de l'invasion unilatérale de l'Irak lancée par le président George W. Bush au printemps 2003.

Pourtant, en appelant ouvertement à la chute du gouvernement de Téhéran, en se retirant de l'accord nucléaire iranien et en imposant de nouvelles sanctions lourdes pour paralyser l'économie du pays, en encourageant les Iraniens à se révolter, en appuyant ouvertement divers groupes en exil (et peut-être même secrètement des terroristes), et en se rangeant aux côtés d'Israël et de l'Arabie saoudite dans une alliance anti-iranienne officielle, les trois pays tentent clairement de forcer la

chute du régime iranien, alors qu'il vient de célébrer le 40e anniversaire de la révolution islamique de 1979.

Il y a trois points stratégiques potentiels où des accrochages mineurs, s'ils devaient se produire, dégénéreraient probablement rapidement en une guerre de destruction majeure.



Netanyahou : quand il se vante de frappes sur des cibles iraniennes. (photo Kremlin)

Le premier de ces points se trouve en Syrie et Liban. L'Iran est largement impliqué dans la défense du président syrien Bachar al-Assad (qui vient juste de rentrer d'une visite à Téhéran) et étroitement allié au Hezbollah, le parti politique chiite libanais disposant d'un puissant bras paramilitaire. Il y a quelques semaines, le Premier ministre israélien Netanyahou se félicitait ouvertement alors que les forces aériennes de son pays avaient réussi à éliminer des cibles iraniennes en Syrie. En fait, et c'est peu noté ici, des dizaines de frappes de ce style se répètent depuis plus d'un an, entraînant de plus en plus de pertes iraniennes.

Jusqu'à présent, les dirigeants iraniens ont évité une rétaliation directe qui aggraverait la confrontation avec Israël, tout comme ils ont évité de lâcher la bride au Hezbollah, une force par procuration bien armée et rodée au combat. Cela pourrait toutefois changer si les partisans de la ligne dure en Iran décidaient de riposter. Si ce conflit latent devait éclater, est-il possible de douter d'une réaction du président Trump qui se rangerait rapidement aux côtés d'Israël dans la bataille ou du fait que les démocrates au Congrès se soumettraient promptement aux pressions du gouvernement pour soutenir l'État juif ?

Considérez ensuite l'Irak comme un point névralgique possible pour un conflit. En février, un Trump fanfaronnant a dit à l'émission Face the Nation de CBS qu'il avait l'intention de maintenir les forces américaines en Irak " parce que je veux un peu surveiller l'Iran, car c'est l'Iran le vrai problème ". Ses

propos n'ont pas été très bien vécus par la classe politique irakienne, dans la mesure où de nombreux partis et milices de ce pays sont soutenus par l'Iran.

La déclaration de Trump faisait suite à un rapport du Wall Street Journal paru à la fin de l'année dernière selon lequel Bolton aurait demandé au Pentagone - au mépris de l'opposition de divers généraux et de Mattis, secrétaire à la Défense d'alors - de préparer des options pour des " frappes de rétorsion " contre l'Iran. Cela a justement coïncidé avec deux petites attaques à la roquette contre la Zone Verte fortifiée de Bagdad et l'aéroport de Bassorah, la ville portuaire irakienne du golfe Persique, attaques qui n'ont fait aucune victime.[La zone verte est une enclave hautement sécurisée dans la ville irakienne de Bagdad, qui fut instituée en avril 2003 à la suite de la persistance des combats et des attentats après la fin officielle de la seconde guerre d'Irak. NdT]

Dans un article paru dans Foreign Affairs, cependant, M. Pompeo a imputé ces attaques à l'Iran, il les a qualifiées de " potentiellement mortelles ", ajoutant que " l'Iran n'a pas arrêté ces attaques, qui ont été menées par des forces partisans soutenues par des financements, un programme de formation, et des armes ". Aucune " frappe de représailles " n'a été menée, mais il y a sans aucun doute des plans maintenant et il n'est pas difficile d'imaginer Bolton et Pompeo persuadant Trump d'aller de l'avant et d'y faire appel - avec des conséquences inconcevables.

Finalement, il y a le golfe Persique lui-même. Depuis les années George W. Bush, la marine américaine s'inquiète des affrontements possibles avec les forces navales iraniennes dans ces eaux et il y a eu un certain nombre d'incidents très médiatisés. L'administration Obama a essayé (mais a échoué) d'établir une sorte de ligne téléphonique rouge qui aurait relié les commandants des forces navales américaines et iraniennes et qui aurait ainsi facilité le désamorçage d'un tel incident, cette initiative a été défendue par le Commandant en chef des états-majors, l'amiral Mike Mullen, un opposant de longue date à la guerre contre l'Iran.

Avec l'arrivée de Trump, cependant, tous les paris sont annulés. L'année dernière, il a demandé à Mattis de préparer des plans pour faire exploser les " vedettes rapides " de l'Iran, de petites canonnières dans le Golfe, demandant, à ce que l'on dit, " Pourquoi ne pas les couler " ? Il a déjà renforcé la présence de la marine américaine, suscitant l'attention de l'Iran. Il n'est pas surprenant que les dirigeants iraniens aient réagi de la même façon. Au début de l'année, le Président Hassan Rouhani a annoncé que son pays avait mis au point des sous-marins capables de lancer des missiles de croisière contre des cibles navales. Les Iraniens ont également entamé une série d'exercices de guerre dans le golfe Persique et, à la fin du mois de février, ils ont déclenché un tir expérimental d'un de ces missiles lancé depuis un sous-marin.

Il faut encore ajouter une chose : dans une reprise surréaliste d'un argument clé utilisé par George Bush et Dick Cheney pour déclencher la guerre contre l'Irak en 2003, mi-février, le journal de droite Washington Times a publié un article " exclusif " avec ce titre : " L'Alliance Iran-Al Qaïda peut légalement justifier les frappes militaires américaines."

Revenons à 2002, lorsque le Bureau des plans spéciaux du Pentagone du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, sous la supervision des néoconservateurs Paul Wolfowitz et Douglas Feith, a passé des mois à essayer de prouver qu'Al-Qaïda et l'Irak étaient de mèche. L'article du Washington Times, citant des sources de l'administration Trump, fait une assertion similaire -affirmant qu'actuellement l'Iran aide et encourage Al-Qaïda en établissant un " sanctuaire clandestin pour faire circuler les combattants, l'argent et les armes à travers le Moyen Orient ".

L'article ajoutait que l'administration cherchait à utiliser ces informations pour établir " une justification légale potentielle de frappes militaires contre l'Iran ou ses alliés ". Inutile de dire que peu d'experts en terrorisme ou de spécialistes iraniens seraient d'accord pour dire que l'Iran entretient quelque relation

active que ce soit avec Al-Qaïda.

En Iran comme à Washington les partisans de la ligne dure triompheront-ils ?



Lancement d'un missile depuis un sous-marin iranien.

L'administration Trump éprouve en effet de plus en plus de difficultés à trouver des alliés prêts à rejoindre une nouvelle coalition des Volontaires pour un affrontement contre l'Iran. Les deux seuls membres fondateurs à ce jour, Israël et l'Arabie saoudite, sont cependant très enthousiastes. Le mois dernier, le Premier ministre Netanyahu a fait remarquer qu'Israël et ses alliés arabes veulent la guerre contre l'Iran.

Mi-février, lors d'une réunion au sommet plutôt infructueuse organisée à Varsovie, en Pologne par Washington pour rallier des dirigeants du monde entier dans une future croisade contre l'Iran, on a entendu Netanyahu déclarer en hébreu : " C'est une réunion ouverte avec des représentants des principaux pays arabes, assis ici avec Israël afin de faire valoir notre intérêt commun dans une guerre avec l'Iran ". (Il insista plus tard sur le fait que la traduction correcte aurait dû être "combattre l'Iran", mais le mal avait déjà été fait.)

Ce sommet de Varsovie avait de toute évidence été organisé dans le but de créer une coalition anti-Irannienne, mais de nombreux alliés de l'Amérique, fermement opposés à la décision de Trump de se retirer de l'accord nucléaire iranien, ne veulent pas entendre parler de ça. Dans un effort pour amadouer plus particulièrement les Européens, les États-Unis et la Pologne l'ont maladroitement rebaptisée : "La Conférence ministérielle pour promouvoir un avenir de paix et de sécurité au Moyen-Orient."

Le changement d'intitulé, cependant, n'a berné personne. En conséquence, le vice-président Mike Pence et le secrétaire d'État Pompeo ont été humiliés par une série de défections : les Français, les Allemands et l'Union européenne, entre autres, ont catégoriquement refusé d'envoyer des représentants de niveau ministériel, laissant leurs ambassadeurs les représenter à Varsovie. Les nombreux pays arabes non asservis à l'Arabie saoudite n'ont envoyé que des délégations de modeste niveau. La Turquie et la Russie ont complètement boycotté, convoquant leur propre sommet au cours duquel les présidents Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan ont rencontré l'Iranien Rouhani.

Pence, qui n'a jamais été un diplomate des plus habiles, a condamné, insulté et vilipendé les Européens pour avoir refusé de se conformer à l'approche chamboule-tout de Washington. Il a commencé son discours à la conférence en disant : "Le temps est venu pour nos partenaires européens de se retirer de l'accord nucléaire iranien." Il a ensuite lancé une attaque frontale hostile aux efforts de l'Europe cherchant à préserver cet accord en contournant les sanctions ré-imposées par Washington : "Malheureusement, certains de nos principaux partenaires européens... ont pris l'initiative de créer des mécanismes pour contrecarrer nos sanctions. Nous appelons ça démolir les sanctions américaines qui visent le régime révolutionnaire meurtrier iranien."

Ce coup de sang contre les alliés européens n'est pas sans rappeler les propos désobligeants du secrétaire à la Défense Rumsfeld au début de 2003, alors qu'il accusait l'Allemagne et la France, en particulier, d'être les dirigeants de la "vieille Europe". Peu d'alliés soutenaient alors les plans d'invasion de Washington, ce qui, bien sûr, n'a pas empêché la guerre. La réticence actuelle de l'Europe ne semble pas non plus susceptible d'avoir un effet dissuasif.

Mais Pence a raison de dire que les Européens ont pris des mesures pour sauver l'accord nucléaire iranien, également connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (JCPOA). Ils ont en particulier créé un "mécanisme spécial" connu sous le nom d'INSTEX (Instrument for Supporting Trade Exchanges) conçu "pour soutenir le commerce légal avec l'Iran", selon une déclaration des ministres des Affaires étrangères d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne. C'est là un enjeu majeur et, comme Pence l'a fait remarquer, explicitement conçu pour contourner les sanctions imposées à l'Iran par Washington après la dénonciation du JCPOA par Trump.

Il y a aussi un aspect politique à l'INSTEX. Le retrait américain du JCPOA a été un coup dur pour le président Rouhani, le ministre des Affaires étrangères Javad Zarif et d'autres centristes de Téhéran qui s'étaient vus attribuer le mérite et la fierté de l'accord entre l'Iran et les six puissances mondiales (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Russie et Chine) ayant signé cet accord. Cet accord avait été accueilli favorablement en Iran en partie parce qu'il semblait permettre à ce pays d'élargir, sans aucune sanction, ses échanges commerciaux avec le reste du monde, y compris ses exportations de pétrole.

Avant même que Trump n'abandonne l'accord, cependant, l'Iran trouvait déjà la pression américaine écrasante et, pour l'Iranien moyen, les choses ne s'étaient pas améliorées d'une manière significative. Pire encore, au cours de l'année écoulée, l'économie s'était écroulée, la monnaie s'était effondrée, l'inflation s'était accélérée et des grèves et des manifestations de rue avaient éclaté, défiant le gouvernement et ses dirigeants religieux. Des slogans de "Mort au Dictateur !" - qui n'avaient pas été entendus depuis la révolte du Mouvement Vert contre la réélection du Président Mahmoud Ahmadinejad en 2009 - ont de nouveau retenti lors de manifestations de rue.

Fin février, c'était comme si Trump, Bolton et Pompeo avaient remporté une victoire importante lorsque Zarif, le célèbre ministre iranien des Affaires étrangères, favorable à l'Occident, a annoncé sa démission. Les modérés qui soutenaient le JCPOA, y compris Rouhani et Zarif, ont été en butte aux attaques des partisans de la ligne dure du pays suite au retrait de Trump. Par conséquent, la

décision de Zarif a été largement considérée comme le signe inquiétant que ces partisans de la ligne dure avaient fait leur première victime.



Pence : Nul diplomate. (Gage Skidmore/Flickr)

Il y a même eu des spéculations infondées sur le fait que, sans Zarif, qui avait travaillé sans relâche avec les Européens pour préserver ce qui restait du pacte nucléaire, l'Iran lui-même pourrait abandonner l'accord et reprendre son programme nucléaire. Et il ne fait aucun doute que les actions et les déclarations de Bolton, de Pompeo et de toute la bande ont sapé les modérés d'Iran, tout en enhardissant ses partisans de la ligne dure, qui présentent à l'ayatollah Ali Khamenei, le dirigeant suprême du pays, des arguments du type, je vous l'avais bien dit !

Malgré la pression interne sur Zarif, cependant, sa démission s'est avérée de courte durée : Rouhani l'a rejetée, et le parlement iranien lui a accordé un soutien accru. Même le général Qassem Soleimani, figure majeure du Corps des gardiens de la révolution islamique (GRI) et commandant de la force Al-Qods, l'a soutenu.

Il se trouve que la force Al-Qods, une branche du Corps des gardiens de la révolution islamique, est chargée des opérations de renseignement paramilitaire et étranger de l'Iran dans toute la région, mais surtout en Irak et en Syrie. Ce rôle a permis à Soleimani d'assumer la responsabilité d'une grande partie de la politique étrangère de l'Iran dans la région, faisant de lui un rival redoutable de Zarif - une tension qui a sans aucun doute contribué à la brève démission de celui-ci et qui ne devrait pas disparaître de sitôt.

Selon les analystes et commentateurs, il semble qu'il s'agisse d'un stratagème de Zarif (et peut-être aussi de Rouhani) pour gagner un vote de confiance politique et qui semble pour le moment avoir

renforcé leurs atouts .

Néanmoins, la crise de la démission de Zarif a, de façon frappante, mis en relief les tensions profondes au sein de la politique iranienne et soulevé une question clé : Alors que l'administration Trump accélère ses efforts en vue d'une confrontation, y aura-t-il un écho au sein des partisans iraniens de la ligne dure qui, plus que tout souhaitent un affrontement avec les États-Unis ?

C'est peut-être exactement ce que Bolton et Pompeo souhaitent. Si c'est le cas, préparez-vous : une autre guerre américaine se profile à l'horizon et elle a peu de chance de se dérouler de la façon ont on le rêve à Washington.

Copyright 2019 Bob Dreyfuss